

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	52	23

N° de la séance : 07

Objet de la délibération : Direction Etudes
Supports Envinet - Transfert d'actions
relatives au PAPI 2 - Conventions de
gestion temporaire entre la CASA et
certaines communes membres et/ou
syndicats

- Original
 - Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2017.007

Date de la convocation :
Le 07/02/2017

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **27 FEV. 2017**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 1 MARS 2017**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 13 février 2017

L'an deux mil dix-sept et le 13 février à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Michel MAZUET, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Jean-Pierre DERMIT, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Christophe ETORE, Michel BERTRAND, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Khéra BADAoui, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Guilaine DEBRAS à Michel MAZUET, Robert CREPIN à Thérèse ROUAZE, André-Luc SEITHER à Françoise THOMEL, Jacques GENTE à Anne-Marie BOUSQUET, Cléa PUGNAIRE à Patrick DULBECCO, Albert CALAMUSO à Marie BENASSAYAG, Michel VIANO à Henri GANNARD, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA, Laurent COLLIN à Lionnel LUCA, Eric PAUGET à Jean LEONETTI

ABSENTS :

Joseph LE CHAPELAIN, Alain ARZIARI, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Claude BERENGER, Joseph VALETTE, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

En France, les inondations constituent le premier risque majeur pour les personnes et les biens. En effet, la pression foncière, économique et sociale, ont rendu le territoire national vulnérable à cet aléa en augmentant l'urbanisation et en modifiant les tracés des cours d'eau.

Cette problématique nationale est également présente sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) située dans les Alpes-Maritimes. D'autant plus que ce territoire est soumis à des pluies et averses orageuse d'une intensité exceptionnelle provoquant des crues à caractère rapide et éclair, rendant vulnérable la population.

Depuis deux décennies, le territoire a fait face à des phénomènes météorologiques récurrents de type orage cévenol provoquant des inondations importantes sur le territoire en impactant la population et les enjeux économiques. Nous pouvons citer quelques dates d'évènement ayant marqués les mémoires et le territoire : 7 et 9 octobre 1993, 6 novembre 2011, 10 novembre 2014.

Il ne faut pas oublier la date du 3 octobre 2015 dont l'évènement climatique d'une rare violence a marqué le territoire par un bilan désastreux aussi bien humain que matériel.

Pour faire face à ces évènements récurrents, la CASA a mis en place une politique de lutte contre les inondations afin de réduire la vulnérabilité des biens et des personnes en s'engageant dans des Programmes d'Actions de Préventions des Inondations (dit PAPI).

Ainsi, dans le cadre du PAPI 2, certaines actions sous maîtrise d'ouvrage CASA sont en cours de réalisation, à savoir la sensibilisation des scolaires, la réduction de la vulnérabilité des Etablissements Recevant du Public, la formation des acteurs locaux, et sont menées entre autre sur les communes d'Antibes Juan-les-Pins, Biot, Vallauris Golfe Juan et Villeneuve-Loubet.

De plus, une action va porter spécifiquement sur la mise en place d'un réseau de stations hydrométriques sur les bassins versants (notamment celui de La Brague).

En attendant la prise de compétence GEMAPI, la CASA a souhaité renforcer son accompagnement en proposant aux communes maîtres d'ouvrage dans le PAPI 2, dans le cadre d'un avancement de projet homogène, de mandater la CASA pour la réalisation de certaines actions citées dans la délibération n°CC.2016.150 du 24 octobre 2016.

Ainsi, en application des articles L. 5216-7-1 et L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communautés et leurs communes membres peuvent conclure des conventions par lesquelles l'une confie à l'autre la création ou la gestion d'un service ou d'un équipement relevant de leurs attributions. Ainsi, conformément aux articles précités et afin d'anticiper le transfert de plein droit de la compétence GEMAPI au 1er janvier 2018, il est proposé de convenir entre la CASA et les communes et/ou le syndicat concernés, des modalités transitoires de gestion des études pré-opérationnelles inscrites au PAPI 2.

Dans ce cadre, il est proposé d'établir des conventions temporaires entre les communes d'Antibes Juan-les-Pins, Villeneuve-Loubet, La Colle-sur-Loup, Roquefort-les-Pins, Vallauris Golfe Juan et le Syndicat Intercommunal de la Vallée du Loup et la CASA relatives aux actions suivantes :

- Mise en œuvre de rétentions sur le bassin versant de l'Issoudadou (Partie étude) – Vallauris Golfe Juan,
- Mise en œuvre de rétentions sur le bassin versant du Laval – Antibes Juan-les-Pins,
- Poursuite du réaménagement de la Brague aval (Partie étude) – Antibes Juan-les-Pins,
- Etude des secteurs de rétention et des zones d'expansion de crues potentielles sur le bassin versant du Loup – SIVL,
- Etude d'optimisation des secteurs de rétention sur le vallon des Bertrands – Roquefort-les-Pins,
- Prolongation de la digue des Ferrayones – Villeneuve-Loubet,

- Protection rapprochée du quartier de la Bastide Longue – Villeneuve-Loubet,
- Protection des quartiers du Béal et de la Luona : mise en place d'un chenal de dérivation des crues – La Colle-sur-Loup.

Ainsi, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver le principe d'une gestion temporaire par la CASA, pour le compte des communes membres concernées, de certaines études pré-opérationnelles inscrites au PAPI 2 en conservant les clés de répartition du contrat ;
- d'approuver les termes des conventions afférentes, dont les projets figurent en annexe de la présente ;
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée aux risques naturels à signer lesdites conventions de gestion temporaire, ainsi que les actes afférents à l'exécution de la présente délibération ;
- d'autoriser les avances faites pour le compte des communes sur le compte 45818 et de demander le remboursement de l'avance sur le 45828 pour le montant de l'opération déduction faite de la part de la CASA pour les opérations précitées ;
- d'imputer les dépenses restant à la charge de la CASA sur le plan de financement initial en 2041411, fonction 831 du budget du service GEMAPI.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver le principe d'une gestion temporaire par la CASA, pour le compte des communes membres concernées, de certaines études pré-opérationnelles inscrites au PAPI 2 en conservant les clés de répartition du contrat ;
- d'approuver les termes des conventions afférentes, dont les projets figurent en annexe de la présente ;
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée aux risques naturels à signer lesdites conventions de gestion temporaire, ainsi que les actes afférents à l'exécution de la présente délibération ;
- d'autoriser les avances faites pour le compte des communes sur le compte 45818 et de demander le remboursement de l'avance sur le 45828 pour le montant de l'opération déduction faite de la part de la CASA pour les opérations précitées ;
- d'imputer les dépenses restant à la charge de la CASA sur le plan de financement initial en 2041411, fonction 831 du budget du service GEMAPI.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 13 février 2017
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

**Convention de gestion temporaire entre la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis et la commune d'Antibes Juan-les-
Pins**

ENTRE

La Commune d'Antibes Juan-les-Pins,

Représentée par son Maire, Monsieur Jean Léonetti, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du

Désigné ci-après « Antibes Juan-les-Pins Juan-les-Pins »

ET

La Communauté d'agglomération Sophia Antipolis,

Représentée par sa Vice-Présidente déléguée aux risques naturels à la CASA, Madame Guilaine DEBRAS, dûment habilitée à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire du 13 février 2017.

Désignée ci-après « la CASA »

PREAMBULE :

Pour faire face aux événements récurrents d'inondation auquel la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) doit faire face, cette dernière a mis en place une politique de lutte contre les inondations afin de réduire la vulnérabilité des biens et des personnes. A ce titre, elle s'est engagée dans un premier Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) dès 2007. Dans la continuité de ce dernier, elle porte aujourd'hui un second Programme d'Actions, le PAPI 2, pour la période 2014-2019. Ce dernier repose sur un diagnostic partagé du risque inondation sur le bassin versant du Loup, de la Brague et des vallons côtiers. Son périmètre recouvre donc 15 communes du territoire de la CASA. Ce diagnostic a permis d'établir, en concertation avec les communes, les orientations stratégiques pour la prévention des inondations et l'élaboration d'un programme d'actions opérationnel. Ce dernier a reçu un avis favorable de la Commission Mixte Inondation le 9 octobre 2013 ce qui traduit la qualité technique et la faisabilité financière du PAPI 2.

Pour mener à bien toutes les actions inscrites au PAPI 2, plusieurs maîtres d'ouvrage avaient été identifiés au regard de leur compétence. Cependant, dans un contexte de refonte de la politique nationale de la gestion du risque inondation, le législateur a décidé de créer une compétence en matière de Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (dit GEMAPI) afin d'optimiser la gouvernance locale sur ces sujets en transférant de droit cette compétence aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunal à Fiscalité Propre, le cas échéant à la CASA.

En attendant la mise en place de cette compétence qui sera prise par la CASA au plus tard le 1^{er} janvier 2018, délai légal, il a été proposé lors du Conseil Communautaire du 24 octobre 2016 de renforcer l'accompagnement des communes. Pour ce faire, la CASA s'engage à reprendre les actions du PAPI 2 relatives aux études préopérationnelles aujourd'hui sous maîtrise d'ouvrage communale au travers de sa compétence facultative « étude portant sur la lutte contre les inondations ».

En application des articles L. 5216-7-1 et L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communautés et leurs communes membres peuvent conclure des conventions par lesquelles l'une confie à l'autre la création ou la gestion d'un service ou d'un équipement relevant de leurs attributions. Etant précisé que dans les communautés d'agglomération, cette possibilité s'étend à tout établissement public ou collectivité territoriale. Ainsi, conformément aux articles précités et afin d'anticiper le transfert de plein droit de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018, la présente convention permet de convenir entre la CASA et la commune, des modalités transitoires de gestion des études préopérationnelles inscrites au PAPI 2.

IL A DONC ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet et périmètre de la convention

Dans le cadre d'une bonne gestion du service et en application des articles L. 5216-7-1 et L. 5215-27, Antibes Juan-les-Pins confie à la CASA la mise en œuvre des actions suivantes inscrite au PAPI 2 :

- Action 6.2 « Mise en œuvre de rétentions sur le bassin versant du Laval »
- Action 7.3 « Poursuite du réaménagement de la Brague aval » - Partie étude

La CASA accepte le soin de réaliser au nom et pour le compte d'Antibes Juan-les-Pins, aujourd'hui gestionnaire de cette action, les missions suivantes :

- Etudes afférentes aux objectifs des fiches actions ;
- Analyses coût-bénéfices sur l'ensemble des projets ;
- Réviser l'action 6.2 à mi-parcours du PAPI 2 pour un passage en phase travaux.

Antibes Juan-les-Pins donne à cet effet pouvoir à la CASA de la représenter pour accomplir en son nom et pour son compte l'ensemble des actions 6.2 et 7.3 précitées.

L'enveloppe financière prévisionnelle de ces actions inscrites au PAPI 2 CASA, présentée à l'article 2, devra être respectée.

Article 2 : Conditions financières:

La CASA ne saurait prendre, sans l'accord du maître d'ouvrage, aucune décision pouvant entraîner le non-respect du contenu des actions 6.2 et 7.3 précitées et/ou des enveloppes financières.

La CASA prendra à sa charge l'avance financière de la mise en œuvre des actions 6.2 et 7.3 précitées. Cependant, Antibes Juan-les-Pins s'engage à reverser, par appel de fond, à la CASA, 20% du coût total et final des actions comme prévu initialement dans le plan de financement du PAPI 2 (cf. convention-cadre PAPI 2 CASA).

Nature de l'action	Maître d'ouvrag e	Financement														
		Etat FPRNM		Région		CD06		CASA		Agence de l'eau		Antibes Juan-les-Pins		Total (HT)	TOTAL action (HT)	Échéance de réalisation (année)
		Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)			
6.2 : Mise en œuvre de rétentions sur le bassin versant du Laval	Antibes Juan-les-Pins	50%	100 000 €	0%	0 €	10%	20 000 €	20%	40 000 €	0%	0 €	20%	40 000 €	200 000 €	200 000 €	2019
7.3 : Poursuite du réaménagement de la Brague aval (ETUDE)	Antibes Juan-les-Pins	50 %	60 000 €	20%	24 000 €	10%	12 000 €	0%	0 €	0%	0€	20%	24 000 €	120 000 €	120 000 €	2019

Article 3 : Obligations

Article 3-1 : Obligations de la commune

Antibes Juan-les-Pins s'engage à :

- Mettre gratuitement à disposition de la CASA les données qui seront jugées nécessaires dans le cadre de la mise en œuvre des actions 6.2 et 7.3 précitées ;
- Participer aux réunions techniques et de pilotage le cas échéant ;
- Verser 20% du montant total du coût de réalisation des actions 6.2 et 7.3 précitées.

Article 3-2 : Obligations de la CASA

Le CASA s'engage à :

- Réaliser les demandes de subvention et d'acompte auprès des financeurs dans le respect de la répartition des taux inscrits dans la convention-cadre du PAPI 2 ;
- Préparer le marché afférant à la réalisation de l'étude : pour la passation du marché nécessaire à la réalisation de l'action précitée, la CASA est tenue de se conformer aux règles applicables aux maîtres d'ouvrages publics notamment celles figurant au code des marchés publics en vigueur au moment du lancement des procédures de consultation. La CASA sera signataire du marché avec le prestataire qui sera retenu.
- Suivre la réalisation des études ;
- Communiquer et échanger sur les résultats des études avec Antibes Juan-les-Pins ;
- Assurer pour le compte d'Antibes Juan-les-Pins, dans les conditions légales et réglementaires tous les paiements aux bureaux d'études et autres prestataires, et d'une manière générale, toutes les dépenses destinées à être incluses dans le bilan définitif de l'action.

A cet effet, la CASA s'engage à inscrire dans son budget les crédits nécessaires au règlement des dépenses.

Article 4 : Durée de la convention

La mise en œuvre des actions précitées par la CASA débutera à la signature de la présente convention par les deux parties, revêtue de son caractère exécutoire.

La présente convention prendra fin au 31 décembre 2017 avec le transfert de plein droit au 1^{er} janvier 2018 de la compétence GEMAPI au profit de la CASA.

Article 5 : Assurances

La CASA est tenue de couvrir sa responsabilité civile par une police d'assurance dont elle tient l'attestation à la disposition de la commune.

Il lui appartient de conclure les assurances qui couvriront les différents risques correspondant à l'exercice de l'objet de la présente convention. Les compagnies d'assurances auront communication des termes spécifiques de la présente convention afin de rédiger en conséquence leurs garanties par une ampliation certifiée du présent contrat.

Article 6 : Règlement des litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

Fait à Valbonne en ... exemplaires,

Pour la CASA

Guilaine DEBRAS

Vice-Présidente

Déléguée aux risques naturels

Pour Antibes Juan-les-Pins

Jean LEONETTI

Député - Maire

Convention de gestion temporaire entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la commune de Vallauris

ENTRE

La Commune de Vallauris

Représenté par son Maire, Madame Michelle SALUCKI, dûment habilitée à signer la présente convention par délibération du

Désigné ci-après « Vallauris »

ET

La Communauté d'agglomération Sophia Antipolis,

Représentée par sa Vice-Présidente déléguée aux risques naturels à la CASA, Madame Guilaine DEBRAS, dûment habilitée à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire du 13 février 2017.

Désignée ci-après « la CASA »

PREAMBULE :

Pour faire face aux événements récurrents d'inondation auquel la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) doit faire face, cette dernière a mis en place une politique de lutte contre les inondations afin de réduire la vulnérabilité des biens et des personnes. A ce titre, elle s'est engagée dans un premier Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) dès 2007. Dans la continuité de ce dernier, elle porte aujourd'hui un second Programme d'Actions, le PAPI 2, pour la période 2014-2019. Ce dernier repose sur un diagnostic partagé du risque inondation sur le bassin versant du Loup, de la Brague et des vallons côtiers. Son périmètre recouvre donc 15 communes du territoire de la CASA. Ce diagnostic a permis d'établir, en concertation avec les communes, les orientations stratégiques pour la prévention des inondations et l'élaboration d'un programme d'actions opérationnel. Ce dernier a reçu un avis favorable de la Commission Mixte Inondation le 9 octobre 2013 ce qui traduit la qualité technique et la faisabilité financière du PAPI 2.

Pour mener à bien toutes les actions inscrites au PAPI 2, plusieurs maîtres d'ouvrage avaient été identifiés au regard de leur compétence. Cependant, dans un contexte de refonte de la politique nationale de la gestion du risque inondation, le législateur a décidé de créer une compétence en matière de Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (dit GEMAPI) afin d'optimiser la gouvernance locale sur ces sujets en transférant de droit cette compétence aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunal à Fiscalité Propre, le cas échéant à la CASA.

En attendant la mise en place de cette compétence qui sera prise par la CASA au plus tard le 1^{er} janvier 2018, délai légal, il a été proposé lors du Conseil Communautaire du 24 octobre 2016 de renforcer l'accompagnement des communes. Pour ce faire, la CASA s'engage à reprendre les actions du PAPI 2 relatives aux études préopérationnelles aujourd'hui sous maîtrise d'ouvrage communale au travers de sa compétence facultative « étude portant sur la lutte contre les inondations ».

En application des articles L. 5216-7-1 et L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communautés et leurs communes membres peuvent conclure des conventions par lesquelles l'une confie à l'autre la création ou la gestion d'un service ou d'un équipement relevant de leurs attributions. Etant précisé que dans les communautés d'agglomération, cette possibilité s'étend à tout établissement public ou collectivité territoriale. Ainsi, conformément aux articles précités et afin d'anticiper le transfert de plein droit de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018, la présente convention permet de convenir entre la CASA et la commune, des modalités transitoires de gestion des études préopérationnelles inscrites au PAPI 2.

IL A DONC ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet et périmètre de la convention

Dans le cadre d'une bonne gestion du service et en application des articles L. 5216-7-1 et L. 5215-27, Vallauris confie à la CASA la mise en œuvre de l'action 6.3 « Mise en œuvre de rétentions sur le bassin versant de l'Issourdadou » pour la partie étude inscrite au PAPI 2.

La CASA accepte le soin de réaliser au nom et pour le compte de Vallauris, aujourd'hui gestionnaire de cette action, les missions suivantes :

- Etude de faisabilité, conception pour réaliser un bassin de rétention sur le stade Nord ;
- Analyse coût-bénéfice du projet ;
- Monter les dossiers réglementaires.

Vallauris donne à cet effet pouvoir à la CASA de la représenter pour accomplir en son nom et pour son compte l'ensemble de l'action 6.3 précitée.

L'enveloppe financière prévisionnelle de cette action inscrite au PAPI 2 CASA, présentée à l'article 2, devra être respectée.

Article 2 : Conditions financières

La CASA ne saurait prendre, sans l'accord du maître d'ouvrage, aucune décision pouvant entraîner le non-respect du contenu de l'action 6.3 précitée et/ou de l'enveloppe financière.

La CASA prendra à sa charge l'avance financière de la mise en œuvre de l'action 6.3 précitée. Cependant, Vallauris s'engage à reverser, par appel de fond, à la CASA, 20% du coût total et final de l'action comme prévu initialement dans le plan de financement du PAPI 2 (cf. convention-cadre PAPI 2 CASA).

Nature de l'action	Maître d'ouvrage	Financement														
		Etat FPRNM		Région		CD06		CASA		Agence de l'eau		Vallauris		Total (HT)	TOTAL action (HT)	Échéance de réalisation (année)
		Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)			
6.3 : Mise en oeuvre de rétentions sur le bassin versant de l'Issourdadou (ETUDE)	Vallauris	50%	75 000 €	0%	0 €	10%	15 000 €	20%	30 000 €	0%	0 €	20%	30 000 €	150 000 €	150 000 €	2017

Article 3 : Obligations

Article 3-1 : Obligations de la commune

Vallauris s'engage à :

- Mettre gratuitement à disposition de la CASA les données qui seront jugées nécessaires dans le cadre de la mise en œuvre de l'action 6.3 précitée pour la partie étude ;
- Participer aux réunions techniques et de pilotage le cas échéant ;
- Verser 20% du montant total du coût de réalisation de l'action 6.3 précitée.

Article 3-2 : Obligations de la CASA

Le CASA s'engage à :

- Réaliser les demandes de subvention et d'acompte auprès des financeurs dans le respect de la répartition des taux inscrits dans la convention-cadre du PAPI 2 ;
- Préparer le marché afférant à la réalisation de l'étude : pour la passation du marché nécessaire à la réalisation de l'action précitée, la CASA est tenue de se conformer aux règles applicables aux maîtres d'ouvrages publics notamment celles figurant au code des marchés publics en vigueur au moment du lancement des procédures de consultation. La CASA sera signataire du marché avec le prestataire qui sera retenu.
- Suivre la réalisation de l'étude ;
- Communiquer et échanger sur les résultats de l'étude avec Vallauris ;
- Assurer pour le compte de Vallauris, dans les conditions légales et réglementaires tous les paiements aux bureaux d'études et autres prestataires, et d'une manière générale, toutes les dépenses destinées à être incluses dans le bilan définitif de l'action.
A cet effet, la CASA s'engage à inscrire dans son budget les crédits nécessaires au règlement des dépenses.

Article 4 : Durée de la convention

La mise en œuvre de l'action 6.3 précitée pour sa partie étude par la CASA débutera à la signature de la présente convention par les deux parties, revêtue de son caractère exécutoire.

La présente convention prendra fin au 31 décembre 2017 avec le transfert de plein droit au 1^{er} janvier 2018 de la compétence GEMAPI au profit de la CASA.

Article 5 : Assurances

La CASA est tenue de couvrir sa responsabilité civile par une police d'assurance dont elle tient l'attestation à la disposition de la commune.

Il lui appartient de conclure les assurances qui couvriront les différents risques correspondant à l'exercice de l'objet de la présente convention. Les compagnies d'assurances auront communication des termes spécifiques de la présente convention afin de rédiger en conséquence leurs garanties par une ampliation certifiée du présent contrat.

Article 6 : Règlement des litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

Fait à Valbonne en ... exemplaires,

Pour la CASA

Guilaine DEBRAS

Vice-Présidente

Déléguée aux risques naturels

Pour Vallauris

Michelle SALUCKI

Maire

Convention de gestion temporaire entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la commune de Villeneuve-Loubet

ENTRE

La Commune de Villeneuve-Loubet,

Représentée par son Maire, Monsieur Lionnel LUCA, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du

Désigné ci-après « Villeneuve-Loubet »

ET

La Communauté d'agglomération Sophia Antipolis,

Représentée par sa Vice-Présidente déléguée aux risques naturels à la CASA, Madame Guilaine DEBRAS, dûment habilitée à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire du 13 février 2017.

Désignée ci-après « la CASA »

PREAMBULE :

Pour faire face aux événements récurrents d'inondation auquel la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) doit faire face, cette dernière a mis en place une politique de lutte contre les inondations afin de réduire la vulnérabilité des biens et des personnes. A ce titre, elle s'est engagée dans un premier Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) dès 2007. Dans la continuité de ce dernier, elle porte aujourd'hui un second Programme d'Actions, le PAPI 2, pour la période 2014-2019. Ce dernier repose sur un diagnostic partagé du risque inondation sur le bassin versant du Loup, de la Brague et des vallons côtiers. Son périmètre recouvre donc 15 communes du territoire de la CASA. Ce diagnostic a permis d'établir, en concertation avec les communes, les orientations stratégiques pour la prévention des inondations et l'élaboration d'un programme d'actions opérationnel. Ce dernier a reçu un avis favorable de la Commission Mixte Inondation le 9 octobre 2013 ce qui traduit la qualité technique et la faisabilité financière du PAPI 2.

Pour mener à bien toutes les actions inscrites au PAPI 2, plusieurs maîtres d'ouvrage avaient été identifiés au regard de leur compétence. Cependant, dans un contexte de refonte de la politique nationale de la gestion du risque inondation, le législateur a décidé de créer une compétence en matière de Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (dit GEMAPI) afin d'optimiser la gouvernance locale sur ces sujets en transférant de droit cette compétence aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunal à Fiscalité Propre, le cas échéant à la CASA.

En attendant la mise en place de cette compétence qui sera prise par la CASA au plus tard le 1^{er} janvier 2018, délai légal, il a été proposé lors du Conseil Communautaire du 24 octobre 2016 de renforcer l'accompagnement des communes. Pour ce faire, la CASA s'engage à reprendre les actions du PAPI 2 relatives aux études préopérationnelles aujourd'hui sous maîtrise d'ouvrage communale au travers de sa compétence facultative « étude portant sur la lutte contre les inondations ».

En application des articles L. 5216-7-1 et L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communautés et leurs communes membres peuvent conclure des conventions par lesquelles l'une confie à l'autre la création ou la gestion d'un service ou d'un équipement relevant de leurs attributions. Etant précisé que dans les communautés d'agglomération, cette possibilité s'étend à tout établissement public ou collectivité territoriale. Ainsi, conformément aux articles précités et afin d'anticiper le transfert de plein droit de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018, la présente convention permet de convenir entre la CASA et la commune, des modalités transitoires de gestion des études préopérationnelles inscrites au PAPI 2.

IL A DONC ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet et périmètre de la convention

Dans le cadre d'une bonne gestion du service et en application des articles L. 5216-7-1 et L. 5215-27, Villeneuve-Loubet confie à la CASA la mise en œuvre des actions suivantes inscrite au PAPI 2 :

- Action 7.1 « Prolongation de la digue des Ferrayones »
- Action 7.2 « Protection rapprochée du quartier de la Bastide Longue »

La CASA accepte le soin de réaliser au nom et pour le compte de Villeneuve-Loubet, aujourd'hui gestionnaire de cette action, les missions suivantes :

- Etudes afférentes aux objectifs des fiches actions ;
- Analyses coût-bénéfices sur l'ensemble des projets ;
- Réviser l'action 7.1 à mi-parcours du PAPI 2 pour un passage en phase travaux.

Villeneuve-Loubet donne à cet effet pouvoir à la CASA de la représenter pour accomplir en son nom et pour son compte l'ensemble des actions 7.1 et 7.2 précitées.

L'enveloppe financière prévisionnelle de ces actions inscrites au PAPI 2 CASA, présentée à l'article 2, devra être respectée.

Article 2 : Conditions financières:

La CASA ne saurait prendre, sans l'accord du maître d'ouvrage, aucune décision pouvant entraîner le non-respect du contenu des actions 7.1 et 7.2 précitées et/ou des enveloppes financières.

La CASA prendra à sa charge l'avance financière de la mise en œuvre des actions 7.1 et 7.2 précitées. Cependant, Villeneuve-Loubet s'engage à reverser, par appel de fond, à la CASA, 20% du coût total et final des actions comme prévu initialement dans le plan de financement du PAPI 2 (cf. convention-cadre PAPI 2 CASA).

Nature de l'action	Maître d'ouvrage	Financement														
		Etat FPRNM		Région		CD06		CASA		Agence de l'eau		Villeneuve-Loubet		Total (HT)	TOTAL action (HT)	Échéance de réalisation (année)
		Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)			
7.1 : Prolongation de la digue des Ferrayones	Villeneuve-Loubet	50%	21 600 €	15%	6 480 €	10%	4 320 €	5%	2 160 €	0%	0 €	20%	8 640 €	43 200 €	43 200 €	2019
7.2 : Protection rapprochée du quartier de la Bastide Longue	Villeneuve-Loubet	50 %	27 000 €	15%	8 100 €	10%	5 400 €	5%	2 700 €	0%	0€	20%	10 800 €	54 000 €	54 000 €	2019

Article 3 : Obligations

Article 3-1 : Obligations de la commune

Villeneuve-Loubet s'engage à :

- Mettre gratuitement à disposition de la CASA les données qui seront jugées nécessaires dans le cadre de la mise en œuvre des actions 7.1 et 7.2 précitées ;
- Participer aux réunions techniques et de pilotage le cas échéant ;
- Verser 20% du montant total du coût de réalisation des actions 7.1 et 7.2 précitées.

Article 3-2 : Obligations de la CASA

Le CASA s'engage à :

- Réaliser les demandes de subvention et d'acompte auprès des financeurs dans le respect de la répartition des taux inscrits dans la convention-cadre du PAPI 2 ;
- Préparer le marché afférant à la réalisation de l'étude : pour la passation du marché nécessaire à la réalisation de l'action précitée, la CASA est tenue de se conformer aux règles applicables aux maîtres d'ouvrages publics notamment celles figurant au code des marchés publics en vigueur au moment du lancement des procédures de consultation. La CASA sera signataire du marché avec le prestataire qui sera retenu.
- Suivre la réalisation des études ;
- Communiquer et échanger sur les résultats des études avec Villeneuve-Loubet ;
- Assurer pour le compte de Villeneuve-Loubet, dans les conditions légales et réglementaires tous les paiements aux bureaux d'études et autres prestataires, et d'une manière générale, toutes les dépenses destinées à être incluses dans le bilan définitif de l'action.
A cet effet, la CASA s'engage à inscrire dans son budget les crédits nécessaires au règlement des dépenses.

Article 4 : Durée de la convention

La mise en œuvre des actions précitées par la CASA débutera à la signature de la présente convention par les deux parties, revêtue de son caractère exécutoire.

La présente convention prendra fin au 31 décembre 2017 avec le transfert de plein droit au 1^{er} janvier 2018 de la compétence GEMAPI au profit de la CASA.

Article 5 : Assurances

La CASA est tenue de couvrir sa responsabilité civile par une police d'assurance dont elle tient l'attestation à la disposition de la commune.

Il lui appartient de conclure les assurances qui couvriront les différents risques correspondant à l'exercice de l'objet de la présente convention. Les compagnies d'assurances auront communication des termes spécifiques de la présente convention afin de rédiger en conséquence leurs garanties par une ampliation certifiée du présent contrat.

Article 6 : Règlement des litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

Fait à Valbonne en ... exemplaires,

Pour la CASA

Guilaine DEBRAS

Vice-Présidente

Déléguée aux risques naturels

Pour Villeneuve-Loubet

Lionnel LUCA

Maire

Député de la nation

Convention de gestion temporaire entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la commune de La Colle-sur-Loup

ENTRE

La Commune de La Colle-sur-Loup

Représentée par son Maire, Monsieur Jean-Bernard MION, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du

Désigné ci-après « La Colle-sur-Loup »

ET

La Communauté d'agglomération Sophia Antipolis,

Représentée par sa Vice-Présidente déléguée aux risques naturels à la CASA, Madame Guilaine DEBRAS, dûment habilitée à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire du 13 février 2017.

Désignée ci-après « la CASA »

PREAMBULE :

Pour faire face aux événements récurrents d'inondation auquel la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) doit faire face, cette dernière a mis en place une politique de lutte contre les inondations afin de réduire la vulnérabilité des biens et des personnes. A ce titre, elle s'est engagée dans un premier Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) dès 2007. Dans la continuité de ce dernier, elle porte aujourd'hui un second Programme d'Actions, le PAPI 2, pour la période 2014-2019. Ce dernier repose sur un diagnostic partagé du risque inondation sur le bassin versant du Loup, de la Brague et des vallons côtiers. Son périmètre recouvre donc 15 communes du territoire de la CASA. Ce diagnostic a permis d'établir, en concertation avec les communes, les orientations stratégiques pour la prévention des inondations et l'élaboration d'un programme d'actions opérationnel. Ce dernier a reçu un avis favorable de la Commission Mixte Inondation le 9 octobre 2013 ce qui traduit la qualité technique et la faisabilité financière du PAPI 2.

Pour mener à bien toutes les actions inscrites au PAPI 2, plusieurs maîtres d'ouvrage avaient été identifiés au regard de leur compétence. Cependant, dans un contexte de refonte de la politique nationale de la gestion du risque inondation, le législateur a décidé de créer une compétence en matière de Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (dit GEMAPI) afin d'optimiser la gouvernance locale sur ces sujets en transférant de droit cette compétence aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunal à Fiscalité Propre, le cas échéant à la CASA.

En attendant la mise en place de cette compétence qui sera prise par la CASA au plus tard le 1^{er} janvier 2018, délai légal, il a été proposé lors du Conseil Communautaire du 24 octobre 2016 de renforcer l'accompagnement des communes. Pour ce faire, la CASA s'engage à reprendre les actions du PAPI 2 relatives aux études préopérationnelles aujourd'hui sous maîtrise d'ouvrage communale au travers de sa compétence facultative « étude portant sur la lutte contre les inondations ».

En application des articles L. 5216-7-1 et L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communautés et leurs communes membres peuvent conclure des conventions par lesquelles l'une confie à l'autre la création ou la gestion d'un service ou d'un équipement relevant de leurs attributions. Etant précisé que dans les communautés d'agglomération, cette possibilité s'étend à tout établissement public ou collectivité territoriale. Ainsi, conformément aux articles précités et afin d'anticiper le transfert de plein droit de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018, la présente convention permet de convenir entre la CASA et la commune, des modalités transitoires de gestion des études préopérationnelles inscrites au PAPI 2.

IL A DONC ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet et périmètre de la convention

Dans le cadre d'une bonne gestion du service et en application des articles L. 5216-7-1 et L. 5215-27, La Colle-sur-Loup confie à la CASA la mise en œuvre de l'action 7.4 « Protections des quartiers du Béal et de la Luona : mise en place d'un chenal de dérivation des crues » inscrite au PAPI 2.

La CASA accepte le soin de réaliser au nom et pour le compte de La Colle-sur-Loup, aujourd'hui gestionnaire de cette action, les missions suivantes :

- Etude préalable des aménagements à réaliser ;
- Analyse coût-bénéfice du projet ;
- Réviser cette action à mi-parcours du PAPI 2.

La Colle-sur-Loup donne à cet effet pouvoir à la CASA de la représenter pour accomplir en son nom et pour son compte l'ensemble de l'action 7.4 précitée.

L'enveloppe financière prévisionnelle de cette action inscrite au PAPI 2 CASA, présentée à l'article 2, devra être respectée.

Article 2 : Conditions financières

La CASA ne saurait prendre, sans l'accord du maître d'ouvrage, aucune décision pouvant entraîner le non-respect du contenu de l'action 7.4 précitée et/ou de l'enveloppe financière.

La CASA prendra à sa charge l'avance financière de la mise en œuvre de l'action 7.4 précitée. Cependant, La Colle-sur-Loup s'engage à reverser, par appel de fond, à la CASA, 20% du coût total et final de l'action comme prévu initialement dans le plan de financement du PAPI 2 (cf. convention-cadre PAPI 2 CASA).

Nature de l'action	Maître d'ouvrage	Financement														Échéance de réalisation (année)
		Etat FPRNM		Région		CD06		CASA		Agence de l'eau		La Colle-sur-Loup		Total (HT)	TOTAL action (HT)	
		Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)			
7.4 : Protections des quartiers du Béal et de la Luona : mise en place d'un chenal de dérivation des crues	La Colle-sur-Loup	50%	63 750 €	15%	19 125 €	10%	12 750 €	5%	6 375 €	0%	0 €	20%	25 500 €	127 500 €	127 500 €	2019

Article 3 : Obligations

Article 3-1 : Obligations de la commune

La Colle-sur-Loup s'engage à :

- Mettre gratuitement à disposition de la CASA les données qui seront jugées nécessaires dans le cadre de la mise en œuvre de l'action 7.4 précitée ;
- Participer aux réunions techniques et de pilotage le cas échéant ;
- Verser 20% du montant total du coût de réalisation de l'action 7.4 précitée.

Article 3-2 : Obligations de la CASA

Le CASA s'engage à :

- Réaliser les demandes de subvention et d'acompte auprès des financeurs dans le respect de la répartition des taux inscrits dans la convention-cadre du PAPI 2 ;
- Préparer le marché afférant à la réalisation de l'étude : pour la passation du marché nécessaire à la réalisation de l'action précitée, la CASA est tenue de se conformer aux règles applicables aux maîtres d'ouvrages publics notamment celles figurant au code des marchés publics en vigueur au moment du lancement des procédures de consultation. La CASA sera signataire du marché avec le prestataire qui sera retenu.
- Suivre la réalisation de l'étude ;
- Communiquer et échanger sur les résultats de l'étude avec La Colle-sur-Loup ;
- Assurer pour le compte de La Colle-sur-Loup, dans les conditions légales et réglementaires tous les paiements aux bureaux d'études et autres prestataires, et d'une manière générale, toutes les dépenses destinées à être incluses dans le bilan définitif de l'action.
A cet effet, la CASA s'engage à inscrire dans son budget les crédits nécessaires au règlement des dépenses.

Article 4 : Durée de la convention

La mise en œuvre de l'action 7.4 précitée par la CASA débutera à la signature de la présente convention par les deux parties, revêtue de son caractère exécutoire.

La présente convention prendra fin au 31 décembre 2017 avec le transfert de plein droit au 1^{er} janvier 2018 de la compétence GEMAPI au profit de la CASA.

Article 5 : Assurances

La CASA est tenue de couvrir sa responsabilité civile par une police d'assurance dont elle tient l'attestation à la disposition de la commune.

Il lui appartient de conclure les assurances qui couvriront les différents risques correspondant à l'exercice de l'objet de la présente convention. Les compagnies d'assurances auront communication des termes spécifiques de la présente convention afin de rédiger en conséquence leurs garanties par une ampliation certifiée du présent contrat.

Article 6 : Règlement des litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

Fait à Valbonne en ... exemplaires,

Pour la CASA

Guilaine DEBRAS

Vice-Présidente

Déléguée aux risques naturels

Pour La Colle-sur-Loup

Jean-Bernard MION

Maire

**Convention de gestion temporaire entre la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis et le Syndicat Intercommunal de la
Vallée du Loup**

ENTRE

Le Syndicat Intercommunal de la Vallée du Loup,

Représenté par son Président, Monsieur Lionnel LUCA, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du

Désigné ci-après « le syndicat ou le SIVL »

ET

La Communauté d'agglomération Sophia Antipolis,

Représentée par sa Vice-Présidente déléguée aux risques naturels à la CASA, Madame Guilaine DEBRAS, dûment habilitée à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire du 13 février 2017.

Désignée ci-après « la CASA »

PREAMBULE :

Pour faire face aux événements récurrents d'inondation auquel la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) doit faire face, cette dernière a mis en place une politique de lutte contre les inondations afin de réduire la vulnérabilité des biens et des personnes. A ce titre, elle s'est engagée dans un premier Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) dès 2007. Dans la continuité de ce dernier, elle porte aujourd'hui un second Programme d'Actions, le PAPI 2, pour la période 2014-2019. Ce dernier repose sur un diagnostic partagé du risque inondation sur le bassin versant du Loup, de la Brague et des vallons côtiers. Son périmètre recouvre donc 15 communes du territoire de la CASA. Ce diagnostic a permis d'établir, en concertation avec les communes, les orientations stratégiques pour la prévention des inondations et l'élaboration d'un programme d'actions opérationnel. Ce dernier a reçu un avis favorable de la Commission Mixte Inondation le 9 octobre 2013 ce qui traduit la qualité technique et la faisabilité financière du PAPI 2.

Pour mener à bien toutes les actions inscrites au PAPI 2, plusieurs maîtres d'ouvrage avaient été identifiés au regard de leur compétence. Cependant, dans un contexte de refonte de la politique nationale de la gestion du risque inondation, le législateur a décidé de créer une compétence en matière de Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (dit GEMAPI) afin d'optimiser la gouvernance locale sur ces sujets en transférant de droit cette compétence aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunal à Fiscalité Propre, le cas échéant à la CASA.

En attendant la mise en place de cette compétence qui sera prise par la CASA au plus tard le 1^{er} janvier 2018, délai légal, il a été proposé lors du Conseil Communautaire du 24 octobre 2016 de renforcer l'accompagnement des communes. Pour ce faire, la CASA s'engage à reprendre les actions du PAPI 2 relatives aux études préopérationnelles aujourd'hui sous maîtrise d'ouvrage communale au travers de sa compétence facultative « étude portant sur la lutte contre les inondations ».

En application des articles L. 5216-7-1 et L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communautés et leurs communes membres peuvent conclure des conventions par lesquelles l'une confie à l'autre la création ou la gestion d'un service ou d'un équipement relevant de leurs attributions. Etant précisé que dans les communautés d'agglomération, cette possibilité s'étend à tout établissement public ou collectivité territoriale. Ainsi, conformément aux articles précités et afin d'anticiper le transfert de plein droit de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018, la présente convention permet de convenir entre la CASA et la commune, des modalités transitoires de gestion des études préopérationnelles inscrites au PAPI 2.

IL A DONC ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet et périmètre de la convention

Dans le cadre d'une bonne gestion du service et en application des articles L. 5216-7-1 et L. 5215-27, le syndicat confie à la CASA la mise en œuvre de l'action 6.6 « Etude des secteurs de rétention et des zones d'expansion de crues potentielles sur le bassin versant du Loup » inscrite au PAPI 2.

La CASA accepte le soin de réaliser au nom et pour le compte du Syndicat Intercommunal de la Vallée du Loup (SIVL), aujourd'hui gestionnaire de cette action, les missions suivantes :

- Etude géomorphologique de l'ensemble du bassin versant afin d'étudier les secteurs potentiels de rétention d'eau et d'expansion des crues ;
- Une évaluation, pour chaque zone identifiée, de son importance relative et de son impact potentiel sur les crues du Loup et principaux affluents en fonction de sa taille, sa localisation, ... ;
- Une conclusion sur l'intérêt résultant de chaque zone et sur les adaptations éventuellement nécessaires à réaliser pour augmenter leur impact positif.

Le SIVL donne à cet effet pouvoir à la CASA de le représenter pour accomplir en son nom et pour son compte l'ensemble de l'action 6.6 précitée.

L'enveloppe financière prévisionnelle de cette action inscrite au PAPI 2 CASA, présentée à l'article 2, devra être respectée.

Article 2 : Conditions financières

La CASA ne saurait prendre, sans l'accord du maître d'ouvrage, aucune décision pouvant entraîner le non-respect du contenu de l'action 6.6 précitée et/ou de l'enveloppe financière.

La CASA prendra à sa charge l'avance financière de la mise en œuvre de l'action 6.6 précitée. Cependant, le SIVL s'engage à reverser, par appel de fond ?, à la CASA, 20% du coût total et final de l'action comme prévu initialement dans le plan de financement du PAPI 2 (cf. convention-cadre PAPI 2 CASA).

Nature de l'action	Maître d'ouvrage	Financement														
		Etat FPRNM		Région		CD06		CASA		Agence de l'eau		SIVL		Total (HT)	TOTAL action (HT)	Échéance de réalisation (année)
		Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)			
6.6 : Etude des secteurs de rétention et zones d'expansion de crues potentielles sur le bassin versant du Loup	SIVL	50%	40 000 €	10%	8 000 €	10%	8 000 €	5%	4 000 €	5%	4 000 €	20%	16 000 €	80 000 €	80 000 €	2017

Article 3 : Obligations

Article 3-1 : Obligations du syndicat

Le SIVL s'engage à :

- Mettre gratuitement à disposition de la CASA les données qui seront jugées nécessaires dans le cadre de la mise en œuvre de l'action 6.6 précitée ;
- Participer aux réunions techniques et de pilotage le cas échéant ;
- Verser 20% du montant total du coût de réalisation de l'action 6.6 précitée.

Article 3-2 : Obligations de la CASA

Le CASA s'engage à :

- Réaliser les demandes de subvention et d'acompte auprès des financeurs dans le respect de la répartition des taux inscrits dans la convention-cadre du PAPI 2 ;
- Préparer le marché afférant à la réalisation de l'étude : pour la passation du marché nécessaire à la réalisation de l'action précitée, la CASA est tenue de se conformer aux règles applicables aux maîtres d'ouvrages publics notamment celles figurant au code des marchés publics en vigueur au moment du lancement des procédures de consultation. La CASA sera signataire du marché avec le prestataire qui sera retenu.
- Suivre la réalisation de l'étude ;
- Communiquer et échanger sur les résultats de l'étude avec le SIVL ;
- Assurer pour le compte du SIVL, dans les conditions légales et réglementaires, tous les paiements aux bureaux d'études et autres prestataires, et d'une manière générale, toutes les dépenses destinées à être incluses dans le bilan définitif de l'action.
A cet effet, la CASA s'engage à inscrire dans son budget les crédits nécessaires au règlement des dépenses.

Article 4 : Durée de la convention

La mise en œuvre de l'action 6.6 précitée par la CASA débutera à la signature de la présente convention par les deux parties, revêtue de son caractère exécutoire.

La présente convention prendra fin au 31 décembre 2017 avec le transfert de plein droit au 1^{er} janvier 2018 de la compétence GEMAPI au profit de la CASA.

Article 5 : Assurances

La CASA est tenue de couvrir sa responsabilité civile par une police d'assurance dont elle tient l'attestation à la disposition du syndicat.

Il lui appartient de conclure les assurances qui couvriront les différents risques correspondant à l'exercice de l'objet de la présente convention. Les compagnies d'assurances auront communication des termes spécifiques de la présente convention afin de rédiger en conséquence leurs garanties par une ampliation certifiée du présent contrat.

Article 6 : Règlement des litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

Fait à Valbonne en ... exemplaires,

Pour la CASA

Guilaine DEBRAS

Vice-Présidente

Déléguée aux risques naturels

Pour le syndicat

Lionnel LUCA

Président

Convention de gestion temporaire entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la commune de Roquefort-Les-Pins

ENTRE

La Commune de Roquefort-les-Pins

Représenté par son Maire, Monsieur Michel ROSSI, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du

Désigné ci-après « Roquefort-les-Pins »

ET

La Communauté d'agglomération Sophia Antipolis,

Représentée par sa Vice-Présidente déléguée aux risques naturels à la CASA, Madame Guilaine DEBRAS, dûment habilitée à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire du 13 février 2017.

Désignée ci-après « la CASA »

PREAMBULE :

Pour faire face aux évènements récurrents d'inondation auquel la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) doit faire face, cette dernière a mis en place une politique de lutte contre les inondations afin de réduire la vulnérabilité des biens et des personnes. A ce titre, elle s'est engagée dans un premier Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) dès 2007. Dans la continuité de ce dernier, elle porte aujourd'hui un second Programme d'Actions, le PAPI 2, pour la période 2014-2019. Ce dernier repose sur un diagnostic partagé du risque inondation sur le bassin versant du Loup, de la Brague et des vallons côtiers. Son périmètre recouvre donc 15 communes du territoire de la CASA. Ce diagnostic a permis d'établir, en concertation avec les communes, les orientations stratégiques pour la prévention des inondations et l'élaboration d'un programme d'actions opérationnel. Ce dernier a reçu un avis favorable de la Commission Mixte Inondation le 9 octobre 2013 ce qui traduit la qualité technique et la faisabilité financière du PAPI 2.

Pour mener à bien toutes les actions inscrites au PAPI 2, plusieurs maîtres d'ouvrage avaient été identifiés au regard de leur compétence. Cependant, dans un contexte de refonte de la politique nationale de la gestion du risque inondation, le législateur a décidé de créer une compétence en matière de Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (dit GEMAPI) afin d'optimiser la gouvernance locale sur ces sujets en transférant de droit cette compétence aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunal à Fiscalité Propre, le cas échéant à la CASA.

En attendant la mise en place de cette compétence qui sera prise par la CASA au plus tard le 1^{er} janvier 2018, délai légal, il a été proposé lors du Conseil Communautaire du 24 octobre 2016 de renforcer l'accompagnement des communes. Pour ce faire, la CASA s'engage à reprendre les actions du PAPI 2 relatives aux études préopérationnelles aujourd'hui sous maîtrise d'ouvrage communale au travers de sa compétence facultative « étude portant sur la lutte contre les inondations ».

En application des articles L. 5216-7-1 et L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communautés et leurs communes membres peuvent conclure des conventions par lesquelles l'une confie à l'autre la création ou la gestion d'un service ou d'un équipement relevant de leurs attributions. Etant précisé que dans les communautés d'agglomération, cette possibilité s'étend à tout établissement public ou collectivité territoriale. Ainsi, conformément aux articles précités et afin d'anticiper le transfert de plein droit de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018, la présente convention permet de convenir entre la CASA et la commune, des modalités transitoires de gestion des études préopérationnelles inscrites au PAPI 2.

IL A DONC ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet et périmètre de la convention

Dans le cadre d'une bonne gestion du service et en application des articles L. 5216-7-1 et L. 5215-27, Roquefort-les-Pins confie à la CASA la mise en œuvre de l'action 6.7 « Etude d'optimisation des secteurs de rétention sur le vallon des Bertrands » inscrite au PAPI 2.

La CASA accepte le soin de réaliser au nom et pour le compte de Roquefort-les-Pins, aujourd'hui gestionnaire de cette action, les missions suivantes :

- Etude de faisabilité sur le vallon des Bertrands ;
- Analyse coût-bénéfice du projet.

Roquefort-les-Pins donne à cet effet pouvoir à la CASA de la représenter pour accomplir en son nom et pour son compte l'ensemble de l'action 6.7 précitée.

L'enveloppe financière prévisionnelle de cette action inscrite au PAPI 2 CASA, présentée à l'article 2, devra être respectée.

Article 2 : Conditions financières

La CASA ne saurait prendre, sans l'accord du maître d'ouvrage, aucune décision pouvant entraîner le non-respect du contenu de l'action 6.7 précitée et/ou de l'enveloppe financière.

La CASA prendra à sa charge l'avance financière de la mise en œuvre de l'action 6.7 précitée. Cependant, Roquefort-les-Pins s'engage à reverser, par appel de fond, à la CASA, 20% du coût total et final de l'action comme prévu initialement dans le plan de financement du PAPI 2 (cf. convention-cadre PAPI 2 CASA).

Nature de l'action	Maître d'ouvrage	Financement														
		Etat FPRNM		Région		CD06		CASA		Agence de l'eau		Roquefort-les-Pins		Total (HT)	TOTAL action (HT)	Échéance de réalisation (année)
		Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)	Taux de participation	Montant (HT)			
6.7 : Etude d'optimisation des secteurs de rétention sur le vallon des Bertrands	Roquefort -les-Pins	50%	20 000 €	0%	0 €	10%	4 000 €	20%	8 000 €	0%	0 €	20%	8 000 €	40 000 €	40 000 €	2018

Article 3 : Obligations

Article 3-1 : Obligations de la commune

Roquefort-les-Pins s'engage à :

- Mettre gratuitement à disposition de la CASA les données qui seront jugées nécessaires dans le cadre de la mise en œuvre de l'action 6.7 précitée ;
- Participer aux réunions techniques et de pilotage le cas échéant ;
- Verser 20% du montant total du coût de réalisation de l'action 6.7 précitée.

Article 3-2 : Obligations de la CASA

Le CASA s'engage à :

- Réaliser les demandes de subvention et d'acompte auprès des financeurs dans le respect de la répartition des taux inscrits dans la convention-cadre du PAPI 2 ;
- Préparer le marché afférant à la réalisation de l'étude : pour la passation du marché nécessaire à la réalisation de l'action précitée, la CASA est tenue de se conformer aux règles applicables aux maîtres d'ouvrages publics notamment celles figurant au code des marchés publics en vigueur au moment du lancement des procédures de consultation. La CASA sera signataire du marché avec le prestataire qui sera retenu.
- Suivre la réalisation de l'étude ;
- Communiquer et échanger sur les résultats de l'étude avec Roquefort-les-Pins ;
- Assurer pour le compte de Roquefort-les-Pins, dans les conditions légales et réglementaires tous les paiements aux bureaux d'études et autres prestataires, et d'une manière générale, toutes les dépenses destinées à être incluses dans le bilan définitif de l'action.
A cet effet, la CASA s'engage à inscrire dans son budget les crédits nécessaires au règlement des dépenses.

Article 4 : Durée de la convention

La mise en œuvre de l'action 6.7 précitée par la CASA débutera à la signature de la présente convention par les deux parties, revêtue de son caractère exécutoire.

La présente convention prendra fin au 31 décembre 2017 avec le transfert de plein droit au 1^{er} janvier 2018 de la compétence GEMAPI au profit de la CASA.

Article 5 : Assurances

La CASA est tenue de couvrir sa responsabilité civile par une police d'assurance dont elle tient l'attestation à la disposition de la commune.

Il lui appartient de conclure les assurances qui couvriront les différents risques correspondant à l'exercice de l'objet de la présente convention. Les compagnies d'assurances auront communication des termes spécifiques de la présente convention afin de rédiger en conséquence leurs garanties par une ampliation certifiée du présent contrat.

Article 6 : Règlement des litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

Fait à Valbonne en ... exemplaires,

Pour la CASA

Guilaine DEBRAS

Vice-Présidente

Déléguée aux risques naturels

Pour Roquefort-les-Pins

Michel ROSSI

Maire

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 13/02/2017
Numéro : CC_2017_007
Nature : DE - Deliberations
Objet : Transfert d'actions relatives au PAPI 2 - Conventions de gestion temporaire entre la CASA et certaines communes membres et/ou syndicats
Matière : 8.8 - Environnement
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : F2xDrLT

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 01/03/2017
Identifiant : 006-240600585-20170213-CC_2017_007-DE

Acte reçu

Date : 13/02/2017
Numéro interne : CC_2017_007
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Transfert d'actions relatives au PAPI 2 - Conventions de gestion temporaire entre la CASA et certaines communes membres et/ou syndicats
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20170213-CC_2017_007-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 6
006-240600585-20170213-CC_2017_007-DE-1-1_2.PDF
006-240600585-20170213-CC_2017_007-DE-1-1_3.PDF
006-240600585-20170213-CC_2017_007-DE-1-1_4.PDF
006-240600585-20170213-CC_2017_007-DE-1-1_5.PDF
006-240600585-20170213-CC_2017_007-DE-1-1_6.PDF
006-240600585-20170213-CC_2017_007-DE-1-1_7.PDF